

16 - 31
juillet
2004

n° 219

onzième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique • Economie • Finances



TOTAL

Gouvernement-retrouvailles

Après une crise de presque 12 mois, voilà le gouvernement formé.

Pour en arriver là, il fallait que quelque chose casse: le Funcinpec, ou le Parti Sam Rainsy, ou le PPC, ou l'Alliance Funcinpec-PSR. Ou encore la Constitution. Le maillon faible, c'était le Funcinpec, hésitant interminablement entre l'alliance avec le PSR et la coalition avec le PPC.

Si l'on admet que la trahison, le reniement, font partie du jeu politique, le Funcinpec a très bien manœuvré. Non seulement il ne s'est pas cassé mais il a ramassé bien plus que sa mise. Son partenaire PPC lui fait la part belle.

La grande affection pour le Funcinpec que le PPC affiche s'explique très bien: il a sérieusement pu craindre que le Funcinpec cette fois ne rentrerait pas à la maison, qu'il s'allierait au contraire avec le PSR pour lui jeter des pierres en toutes occasions. La nouvelle coalition, c'est avant tout un soulagement pour le PPC, qui vaut quelques générosités et quelques concessions.

Evidemment Sam Rainsy, ulcéré par le comportement du Funcinpec, n'a pas attendu pour reprendre ses tirs contre Ranariddh.

La question se pose: la casure de l'Alliance, cette grande déconvenue, va-t-elle décourager les membres du PSR et ses partisans, au Cambodge et à l'étranger? Ou au contraire les amener à durcir la lutte, prêts à profiter des difficultés éventuelles de la coalition PPC-Funcinpec? Prêts, bien sûr aussi, à lui en créer?

En tous cas ceux qui craignaient qu'un gouvernement tripartite, et la concorde générale, ne suppriment toute opposition peuvent être rassurés. La politique au Cambodge connaîtra d'autres péripéties.
C.n.

Dans ce numéro

Politique

• **Om Yentieng: la nouvelle coalition c'est comme un couple qui se retrouve - Ranariddh a agi dans l'intérêt de son parti - le voyage du président Chea Sim.**

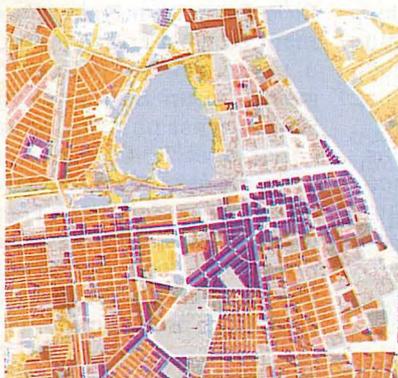


• **Le nouveau gouvernement: continuités et changements.**

• **Claude Gour: pourquoi la loi additive. "nécessité fait loi", il fallait faire redémarrer la machine gouvernementale.**



SPECIAL PHNOM PENH 2020



• La population de Phnom Penh va doubler d'ici 2020

• L'essentiel de la croissance se fera en banlieue

• Les villes secondaires vont tripler d'ici 2020

• **Livre: Michel Tranet "L'origine de la civilisation et de la religiosité khmères"** • les programmes de l'Agence Française de Développement • factions au sein du PPC? • l'hélicoptère de Ranariddh •

Sommaire

Politique: le nouveau gouvernement

Entretien Om Yentieng pp. 2 - 3

Pr Claude Gour: la loi additive pp. 5 - 6

Continuité et changements p. 4

SPECIAL PHNOM PENH

E. Huybrechts, cartes pp. 7 - 8 - 9 - 10

Livre: M. Tranet p. 11

Médias p. 12

Om Yentieng, Conseiller du Premier ministre

Comment, finalement, le couple CPP – Funcinpec s' est retrouvé



On peut parler d'une triple victoire de Hun Sen. D'abord une grande victoire aux élections législatives. On peut espérer qu' aux élections de 2008 il progressera encore. Mais il ne faut pas triompher, il ne faut pas effrayer les autres partis, peut-être qu' ils ne voudraient pas participer aux élections !

Deuxième victoire: tous les obstacles ont été surmontés, tous les problèmes résolus par la voie pacifique, et dans le cadre de la constitution. On n' a pas non plus utilisé l' argent, comme on aurait pu le faire, pour acheter les quelques voix qui nous manquaient pour avoir la majorité absolue. Nous avons évité de nous salir en choisissant cette voie.

La troisième victoire est que Hun Sen a augmenté le nombre de gens qui le soutiennent à l'intérieur du parti et dans le pays.

Vous me dites qu' il y a en tous cas une catégorie de gens qui ne sont pas contents: les partisans de Sam Rainsy, qui ont eu un très bon résultat aux élections et qui ne participent pas au pouvoir. Et qu' il semble y en avoir une seconde: le président du PPC Chea Sim et ceux qui pensent comme lui. Comment expliquer le départ soudain du président Chea Sim ?

- Pour la première catégorie, Sam Rainsy et ses partisans, je peux vous dire déjà que ces gens sont de bons comédiens. Ils peuvent jouer beaucoup de rôles. C'est vrai qu' ils ont eu du succès aux élections, on peut dire qu' ils en ont eu plus que le Funcinpec, mais pour les fruits, ils n'ont rien eu, ils ont totalement perdu.

Nous les survivants des khmers rouges, après une période de 20 ans, nous pouvons en tirer une leçon comme celle-ci: certaines gens ouvrent toujours la bouche pour attaquer, pour insulter les autres, les Thaïlandais, les Vietnamiens, ... La leçon que nous en tirons: il ne faut pas continuer à ouvrir la bouche comme ça, chaque pays a le droit de penser à ses propres intérêts, nous ne devons pas toujours chercher la faute chez les autres mais chez nous-mêmes. A mon avis il n'est pas juste, correct, bon, honnête, d'insulter le prince Ranariddh, de lui attribuer la faute. Si on est le chef d'un parti comme le prince Ranariddh, on a le droit de penser à ce parti.

Sam Rainsy n'est pas honnête quand il attribue toutes les fautes au prince Ranariddh.

A PROPOS...

Angkor hors de danger

Les temples d'Angkor ne sont plus considérés par l' UNESCO comme "en danger" comme ils l' étaient depuis 12 ans à cause des fouilles clandestines, des mines, du pillage.

ASEM ou non ?

Créée en 1992, l'ASEM, Asia-Europe Meeting, devrait admettre lors de sa réunion de

Hanoi en octobre prochain le Laos et le Cambodge comme nouveaux membres, mais refuse d' admettre le Myanmar. Position de Hun Sen: nous ne pouvons pas entrer dans ces conditions, le Myanmar, membre de l' ASEAN, doit être admis aussi, l'exclure serait créer des problèmes entre l'Union Européenne et l'ASEAN.

Les programmes de l'AFD C'était le thème de l'exposé fait

par Bertrand Boisselet, directeur, à la réunion de la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne le 22 juillet. Les grands secteurs: Irrigation: les polders de Prey Nup (on en est à la dernière phase), le Stung Chinit (irrigation), l' agriculture du nord-ouest (le programme va commencer); Hévéaculture (projet petits planteurs), la Soie; la micro-finance; l' aide aux capacités commerciales

(entrée à l'OMC, certification du caoutchouc, IGP); Concernant les infrastructures, certains projets ne posent pas de problème particulier comme l'électrification de 8 villes de province (production, distribution, formation à la gestion, ...), l' eau potable à Phnom Penh (2 châteaux d'eau, canalisations), d'autres sont difficiles: les "3 marchés" (gestion opaque), la zone de développement tou-

Vous me dites qu' il a trahi Sam Rainsy, mais non, il a agi dans l'intérêt de son propre parti. S' il avait trahi son parti ce serait quelque chose de grave. Pourquoi n' aurait-il pas le droit de penser d'abord à l'intérêt de son parti ? Le PPC de son côté n' a jamais accusé le prince Ranariddh, dans les moments où nous étions amers des relations entre PPC et Funcinpec. Nous savons que l'on agit d'abord dans son intérêt propre, et non sous l' effet de la pression extérieure. Pensez-vous que l'on peut faire pression contre la volonté de Chea Sim ? Contre le prince Ranariddh ? Contre le Roi ? Contre Sam Rainsy ? Et contre chaque électeur ? C' est impossible. C'est l'intérêt qui domine, c'est la locomotive.

Je ne suis ni Sam Rainsy ni Ranariddh, mais je trouve qu' il n'est pas juste d' attribuer toutes les fautes au prince Ranariddh. Son obligation est de penser avant tout aux intérêts de son parti.

Sam Rainsy n'est pas devenu inoffensif. Il est toujours agressif. Il est très habile. Il fait semblant d'avoir peur ... c'est un très bon comédien. On dit qu' il veut jouer le même rôle qu' Aung San Sukyi. Il ne peut pas réussir. Elle a plus de morale que lui. Elle ne trahit pas les gens, elle ne ment pas, alors que Sam Rainsy ment comme il respire. Il ne respecte pas son partenaire. On le voit sur le site internet de Sakrava, il cite Om Yentieng, mais de mon côté je n'ai jamais révélé les paroles de Sam Rainsy aux journalistes. Croyez-vous vraiment que Sam Rainsy est propre, honnête, qu' il a le même niveau moral que Aung San Sukyi ?

Si le Parti Sam Rainsy ne participe pas au gouvernement ce n'est pas notre faute, c'est celle de son chef. Il a perdu comme on perd de l'argent en jouant. Hun Sen l' a toujours dit: Sam Rainsy n'est pas son ennemi, il peut travailler avec lui ! Mais c'est Sam Rainsy qui a répété: "Sam Rainsy sans Hun Sen, ou bien Hun Sen sans Sam Rainsy". C' était sa règle du jeu, pas la nôtre, et c'est lui qui a perdu ! Pouvait-il y avoir des postes pour le PSR dans le gouvernement ? Ce n'est pas notre affaire, Hun Sen ne s' en est pas préoccupé.

par Bertrand Boisselet, directeur, à la réunion de la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne le 22 juillet. Les grands secteurs: Irrigation: les polders de Prey Nup (on en est à la dernière phase), le Stung Chinit (irrigation), l' agriculture du nord-ouest (le programme va commencer); Hévéaculture (projet petits planteurs), la Soie; la micro-finance; l' aide aux capacités commerciales

Ranariddh n' a pas trahi
Sam Rainsy il a agi dans l'intérêt du Funcinpec

Sam Rainsy, ce n'est pas Ang San Sukyi !

Sam Rainsy, a joué, il a perdu

Je considère que le Funcinpec a remporté une grande victoire après les élections. Avec deux dollars, il a acheté pour dix dollars ! Alors que Sam Rainsy, qui avait deux dollars, il les a perdus ! A qui la faute ?

Le Funcinpec a remporté une grande victoire

Non, ce n'est pas grâce à nous que le Funcinpec a gagné. Nous ne sommes qu'une goutte d'huile. Nous ne pouvons pas remplacer le Funcinpec, c'est sa tête qui doit réagir, les décisions doivent être prises par le Funcinpec lui-même. S'il était vrai que nous puissions décider à la place du Funcinpec, alors nous aurions pu former le gouvernement une semaine après les élections !

Avec le Funcinpec nous sommes comme un couple. Nous avons ensemble des histoires souriantes et des

Avec le Funcinpec nous sommes comme un couple qui se retrouve

histoires de pleurs. Nous avons dans la mémoire de bons souvenirs ! Nous PPC nous ne voulons pas en dire plus, mais nous sommes heureux de retrouver notre ancien couple après une période difficile, comme un foyer où la femme a vécu avec un autre homme. Les Cambodgiens en principe n'acceptent pas ça, mais nous avons assez de courage pour montrer à tout le monde que nous sommes un mari qui peut accepter une femme qui a déjà couché avec d'autres. Elle revient et elle est la bienvenue. Les Cambodgiens sont très égoïstes la-dessus. Eux-mêmes peuvent coucher avec d'autres femmes mais ne peuvent jamais admettre que leur femme aille avec quelqu'un d'autre. Mais si nous avons du courage, si nous pensons que les femmes sont nos égales, il faut l'admettre, penser "pourquoi pas ?".

Chea Sim: vous me demandez: "comment se fait-il qu'il soit parti brusquement à Bangkok, sans signer le texte de la loi additive, sans faire aucune déclaration, sous un prétexte médical ?"

Le mystère du départ de Chea Sim à Bangkok

- On a vu exprimée l'hypothèse: "Chea Sim n'a pas voulu signer le texte de la loi additive", c'est pourquoi il a été forcé par Hun Sen de quitter le Cambodge, escorté par le chef de la police Hok Lundy".

Ce qui est vrai, c'est que le président Chea Sim n'a pas signé. Le reste est faux.

Une hypothèse: Chea Sim est contre Hun Sen, il veut devenir Premier ministre. Mais dans cette hypothèse il n'aurait pas quitté le Cambodge, il serait resté ici ! (1).

Si au contraire, en refusant de signer, il ne s'agissait pas de contrer Hun Sen, il devait alors trouver une solution: nommer un autre chef d'Etat par interim. Chea Sim a demandé la permission au roi, par écrit, d'aller à l'étranger à cause de son état de santé. Sinon il n'aurait pas pu nommer Nhiek Bun Chhay chef d'Etat par

interim.

Il ne faut pas penser que Chea Sim a eu peur. Il n'a pas de craintes à avoir, il est le président ! Et sur la réalité de son état de santé, il suffit d'aller voir les médecins de l'hôpital Calmette, ils le connaissent bien ! Il n'a pas quitté le Cambodge par peur, ni pour de mauvaises raisons. La présence de Hok Lundy le chef de la police ? Mais Hok Lundy est un homme de confiance de Chea Sim, c'est Chea Sim qui l'a appelé, et non Hun Sen qui l'a envoyé ! Dans cette histoire il ne faut pas interpréter de façon impulsive, il faut raisonner. Voilà 10 ans que l'on parle d'oppositions dans le PPC mais on ne les a jamais vues !

Ce qu'on voit c'est que l'Assemblée nationale a signé le texte de la loi additive, et il serait idiot d'aller contre l'Assemblée nationale. Il y a eu un problème, et il a été bien géré.

A aucun moment la force n'a été utilisée. On a parlé de forces de police dans la nuit du 12 juillet. Le 12 à minuit, le secrétaire général du Conseil constitutionnel a alerté la police, il a dit que des gens pénétraient dans le bâtiment. Dans cette période politiquement très délicate, où le Roi pouvait demander que le Conseil lui donne une interprétation, Hok Lundy a pris cela très au sérieux, il a envoyé une équipe avec des chiens, des détecteurs de mines, des gens pour relever des empreintes, et toute entrée a été interdite. Il y a eu ensuite les commentaires des spectateurs, et l'amplification donnée par Sam Rainsy, et par le *Cambodia Daily*, qui doivent maintenant faire face à l'opinion publique: on dit que ce n'est pas du journalisme professionnel.

Bien sûr nous avons à traiter maintenant des dossiers: la Justice, la corruption, le bois sont des priorités. La question du bois vient en tête des priorités.

Pendant les années qui ont précédé les Accords de Paris, le Cambodge a dû vivre sans aucune aide extérieure. Nous devons reconnaître qu'à cette époque le bois a été le vrai mystère des finances du Cambodge. Il y a eu beaucoup de coupes illégales au temps des deux co-Premiers ministres. Maintenant que nous avons beaucoup

d'aide extérieure, pourquoi ne pas en profiter pour augmenter cette réserve financière naturelle du Cambodge ? Nous devons penser au jour où l'aide extérieure s'arrêterait.

Hun Sen l'a dit dès 1998: s'il ne parvenait pas à régler ce problème il démissionnerait. La responsabilité a été donnée aux régions militaires. Et lorsque des concessionnaires ont été pris en faute, nous avons mis fin à leur concession. Pour ce que rapportent les journaux sur les coupes illégales, nous devons prendre cela au sérieux et vérifier, et même s'il n'y a que 10 % de vrai nous devons punir ...

Dans la nuit du 12 au 13 il y a eu un problème et il a été bien géré

Justice, corruption, coupes de bois: trois dossiers prioritaires

A PROPOS ...

ristique et hôtelier à Siem Reap toujours pas utilisée. Concernant Siem Reap, l'AFD apporte un appui institutionnel à l'APSARA, aux services de la province (drainage, ...). Les décaissements de l'AFD: entre 7 et 10 millions d'euros par an, en dons. Il s'agit presque toujours de cofinancements. Depuis le début: 90 millions d'euros au total. C'est environ 50% de l'aide

publique française au Cambodge.

Barrage et vie sauvage

Sur la demande de l'actrice américaine Angelina Jolie, qui contribue à la protection de 60 000 ha de forêt et de vie sauvage dans les Cardamomes, le projet de barrage hydro-électrique de Samlot a été abandonné avec l'accord du Premier ministre [d'après Rasmei Kampuchea 7.7].

1. Chea Sim, président du Sénat, chef d'Etat par interim, est rentré à Phnom Penh le 22 juillet. La thèse d'un "clash" entre lui et Hun Sen, qui l'aurait forcé à quitter le Cambodge, semble n'être plus défendue par personne. Une nouvelle explication, plus vraisemblable: Chea Sim n'a pas voulu, en signant le texte de la loi additive, agir contre la volonté du Roi ni, en refusant de signer, prolonger la crise politique. En allant à Bangkok et en nommant Nhiek Bun Chhay, il aurait selon cette hypothèse, très habilement évité ces deux écueils.

Une autre hypothèse: son état de santé lui a réellement imposé ce déplacement soudain, ce n'est nullement invraisemblable. En tous cas, le Roi lui-même ayant donné son feu vert, l'Assemblée ayant voté le texte, on peut considérer que l'incident est clos. ndlr

Le Deauville Group

Bar, Brasserie, Restaurant.

Wat Phnom Phnom Penh

Tel : 012.843.204 Fax : 012.723.474

ledeauville@yahoo.com

Le Deauville I

La plus célèbre Brasserie
de Phnom Penh.

Cuisine khmère et Européenne
Menus attractifs et carte complète
012.843.204

Le Deauville II



Croisières sur Le Mékong et le Tonle Sap.

Réceptions, anniversaires,
Cérémonies...

012.843.204

Le Deauville III

Catering pour collectivités et
particuliers

Service **TRAITEUR** à domicile

012.843.204

Le Deauville IV



Catering et Kraft Services.

Tous événements festifs, Cinéma,
réunions sportives, foires
commerciales...

012.843.204

Le Deauville V

Hotel aux normes internationales

Centre de Phnom Penh

24 Chambres A/C,

TV cablée, Mini Bar

10/15 \$, et forfaits mensuels

012.862.422

Le nouveau gouvernement

On remarque:

- **totale stabilité pour les postes les plus élevés:**

Premier ministre **Hun Sen**, Président du Sénat **Chea Sim**, président de l'Assemblée **Norodom Ranariddh**, Ministre au Conseil des ministres **Sok An**.

- **le gonflement des effectifs du gouvernement**, vice-Premiers ministres, ministres d'Etat, secrétaires d'Etat, sous-secrétaires d'Etat, solution trouvée pour que chaque parti de la coalition participe au gouvernement dans la proportion convenue de 60 (PPC) - 40 (Funcinpec). On avait prévu que le Funcinpec partagerait ses postes avec le PSR son partenaire de l'Alliance, mais le PSR reste dans l'opposition.

• 7 vice-Premiers ministres:

- 4 PPC, **Sar Kheng**, **Sok An**, **Tea Ban**, **Hor Namhong**;

- 3 Funcinpec: **Norodom Sirivudh**, principal stratège du Funcinpec; **Lu Lay Sreng** qui était ministre de l'Information et devient ministre du Développement rural; **Nhiek Bun Chhay** qui était vice-président du Sénat.

• 15 ministres d'Etat

- 8 PPC: **Keat Chhon**, **Im Chhun Lim**, **Mme Men Sam An**, **Chhay Than**, **Cham Prasith**, **Mok Mareth**, **Nhiem Vanda**, **Tao Seng Hour**;

- 7 Funcinpec, **You Hockry**, **Hong Sun Huot**, **Khy Taing Lim**, **Veng Sereyvuth**, **Khun Haing**, **Kol Pheng**, **Serey Kosal**.

• **25 ministères** (avec 4 co-ministres, 2 à la Défense et 2 à l'Intérieur) et 2 secrétariats d'Etat.

- 5 à 7 **Secrétaires d'Etat** par ministère.

Pas de changements pour la plupart des titulaires des principaux ministères:

Economie-Finances: Keat Chhon; **Affaires étrangères et coopération internationale:** Hor Namhong; **Commerce:** Cham Prasith; **Agriculture:** Chan Sarun; **Plan:** Chhay Tan; **Industrie:** Suy Sem; **Environnement:** Mok Mareth; **Postes et télécommunications:** So Khun; **Aménagement du Territoire:** Im Chhun Lim; **Ressources en Eau et Météorologie:** Lim Kean Hor;

Changements:

Intérieur: Sar Kheng et Norodom Sirivudh co-ministres; **Défense:** Tea Ban et Nhiek Bun Chhay co-ministres. **Développement rural:** Lu Lay Sreng; **Information:** Khieu Kanharith (qui était secrétaire d'Etat); **Justice:** Ang Vong Vathana; **Education, Jeunesse et Sports:** Kol Pheng; **Affaires sociales:** Ith Sam Heng; **Santé:** Nuth Sokhom; **Tourisme:** Lay Prahass; **Culture et Beaux-Arts:** Sisowath Panara Sirivudh; **Cultes et Religions:** Khun Haing; **Affaires féminines:** Ing Kuntha Pavy; **Travail:** Nhep Bunchin; **Relations avec le Parlement et Inspection:** Men Sam An.

Observations

- **le Parti Sam Rainsy** finalement ne participe pas au gouvernement (un seul transfuge: le sénateur Ou Bun Long).

- **le PPC** obtient pratiquement tout ce qu'il souhaitait:

- une nouvelle coalition avec le Funcinpec, plutôt qu'un gouvernement tri-partite et plutôt que gouverner seul;

- deux ministères de plus que dans la coalition précédente, l'Information, la Justice. Mais il a renoncé au Développement rural et à l'Aviation civile, qui restent au Funcinpec.

- l'abondante représentation du Funcinpec a pour le PPC l'intérêt d'ancrer le Funcinpec dans le gouvernement. Tous ceux qui ont maintenant des responsabilités gouvernementales n'auront pas envie de les quitter.

- mais aussi il est bon que les deux "familles" politiques CPP et Funcinpec prennent l'habitude de travailler ensemble.

- **Le Funcinpec** s'en tire bien, pour un parti qui a sévèrement perdu aux dernières élections.

Reste à voir s'il va être plus présent, plus efficace que dans les coalitions précédentes.

Plusieurs risques le guettent: - que le PPC continue à l'affaiblir, à le marginaliser, à lui enlever toute spécificité; - que l'abandon des conditions qu'il avait mises à sa participation lui fassent perdre l'estime de l'opinion publique, que le Funcinpec ne soit plus qu'un appoint au PPC, destiné à disparaître; que sa manœuvre ne serve finalement que le PSR, seule force d'opposition au PPC.

La "loi additive"

commentaire de Claude Gour, expert-juriste

La "loi additionnelle" à la Constitution, en 7 articles, par laquelle l'Assemblée nationale a pu voter à la fois ("vote bloqué") sur les postes de responsabilité à l'Assemblée nationale et sur les postes gouvernementaux (alors que, selon la Constitution, il doit y avoir deux votes séparés), a été adoptée par l'Assemblée le 8 juillet par un vote à mains levées, à l'unanimité des 96 députés présents, et approuvée par le Sénat (48 sur 49 présents) le 12 juillet.

Cette "loi additive" suscite néanmoins beaucoup de critiques. Les 24 députés et les 9 sénateurs PSR ont refusé de la voter et ne sont pas venus aux séances. Le roi a d'abord refusé de la signer, et a confié cette responsabilité à Chea Sim, qui

le représente en son absence, chef de l'État par interim. Chea Sim parti le 13 au matin à Bangkok, c'est le second vice-président du Sénat Nhiek Bun Chhay, Funcinpec, qui a signé la loi additive.

Le Roi a finalement, le 14 juillet, donné son accord. Le "vote bloqué" a donc eu lieu le 15 juillet, le nouveau gouvernement de coalition PPC-Funcinpec a été nommé, ce qui a mis fin à une crise de presque 12 mois.

La critique de l'opposition est double:

- cette loi additive serait inconstitutionnelle;

- et le vote à main levée, destiné à bien contrôler que personne ne "trahit" son parti, en particulier

qu'aucun membre du Funcinpec ne refuse son approbation (se rangeant ainsi du côté de l'opposition) scelle une nouvelle coopération entre le PPC et le Funcinpec. Conformément à l'accord PPC-Funcinpec du 26 juin, Hun Sen sera Premier ministre, Ranariddh sera président de l'Assemblée, la distribution des postes se fera comme décidé (cn 218). Cela ressemble fort à une trahison, par le Funcinpec, de l'Alliance conclue avec le PSR.

Un expert juriste français, le professeur Claude Gour, auquel on prête la paternité de cette "loi additive", a été sévèrement critiqué. *Cambodge Nouveau* lui a rendu visite pour recueillir ses commentaires.

C.n.

En principe, en tant qu'expert, nous dit le professeur Claude Gour, je n'ai pas à m'exprimer en public. L'expert est consulté par son employeur sur tel ou tel point; il peut dire "à mon avis, compte tenu des données et de ce que vous voulez faire, peut-être pourriez vous opérer comme ceci ou comme cela". Mais son rôle s'arrête là. Et de plus l'expert a une obligation: c'est d'être discret ! Normalement, dans cette affaire, je devrais être inconnu.

L'expert juriste n'a pour fonction que d'habiller la réalité, d'arrondir les angles

A la question "qu'est-ce que l'on peut faire ?" l'expert répond de son mieux, comme le cuisinier prépare le repas de son mieux. Si le maître dit "c'est bon", ça va, s'il dit "c'est mauvais", il retourne à sa cuisine. Mais moi cuisinier, ne peut que garantir "c'est mangeable !" De même, le rôle de l'expert n'est pas de dire si telle formule est constitutionnelle ou non. C'est là le rôle du Conseil constitutionnel. Mais pour qu'il puisse le remplir, il faut qu'on le saisisse. Pourquoi n'a-t-il pas été saisi, je ne sais pas.

Au départ, il y a la réalité sociale, politique, économique, c'est cela qui compte.

Ensuite seulement intervient le juriste; pour habiller cette réalité; pour donner des recettes afin qu'elles soient plus convenables. Mais la vie ne vient pas de lui; elle vient de la nature. Le juriste ne fait qu'arrondir les angles, donner des parures, mettre de l'huile pour que tout fonctionne sans heurts. Mais il n'a qu'un rôle second.

Le juriste doit être modeste, l'expert doit être modeste, l'expert-juriste doit être "sur-modeste".

Cependant, comme un magistrat, il n'a pas le droit de s'esquiver. En France un juge qui refuserait de juger sous prétexte qu'il n'y a pas de droit serait coupable d'un crime de forfaiture. Si la règle applicable n'existe

pas, il doit inventer, faire quelque chose de son mieux. Et c'est quelques fois plus ou moins convaincant. Mercenaire au service des autorités khmères, j'ai travaillé de la même façon à la demande, sur ordre, du gouvernement Royal.



J'ai des liens très anciens avec le Cambodge

Je vais au Cambodge depuis 1961. A l'époque, la reine Kossamak m'avait demandé de m'occuper des études de son petit fils, Ranariddh. Je garde depuis des sentiments affectifs à son égard, qui n'ont rien à voir avec la politique.

Certains Cambodgiens ont été mes amis profonds, et notamment Charin Chhak, dont j'évoque la mémoire avec émotion, admiration et reconnaissance. C'était un homme remarquable, exceptionnel, d'une très haute stature intellectuelle (comme on en rencontre aussi au Cambodge).

Le vote à main levée, c'est la discipline de parti

Cette "loi additive" à la constitution, ce vote à main levée, suscitent beaucoup de réactions. Politiques comme juridiques. Je ne suis pas habilité pour en juger. Je peux seulement dire, si les formules proposées ont été imaginées ailleurs, c'est qu'elles sont défendables !

Pour le vote à main levée, il faut souligner que la question du respect de la discipline de vote se pose partout. Le vote à main levée est le moyen de la vérifier. Et il est légitime !

Les députés sont élus sur la base d'un scrutin de liste et l'étiquette d'un parti. La constitution dit que c'est un membre du parti le plus important qui doit être pres-

(suite page 6)

la "loi additive", commentaires de Claude Gour

(suite de la page 5)

senti comme Premier ministre. Le parti est une notion qui existe constitutionnellement. La Constitution lui confère une fonction. Il faut pouvoir vérifier si tous ses membres respectent ses consignes qui sont à l'origine de leur élection. Si un élu trahit son parti, il trahit ses électeurs. Cela n'a rien à voir avec le vote impératif; c'est de la discipline de vote sur des engagements fondamentaux et de la simple honnêteté.

Est-ce qu'en l'absence de Chea Sim, parti à Bangkok, il appartenait à Nhiek Bun Chhay de signer à la place de Chea Sim le document concernant le vote bloqué ?

Je ne peux pas répondre, je n'ai pas été consulté sur ce point.

Ce que disent les critiques (pas sur ce point) est parfois cohérent et intéressant. Pour ce qui me concerne, j'ai été à l'occasion nommément cité. Mais je ne peux pas répondre, ce serait sortir de ma fonction et manquer à mon obligation de discrétion. Mais surtout on me prête une importance que je n'ai pas.

La situation était grave et inconstitutionnelle

Le Roi l'avait parfaitement dit dans ses nombreuses interventions. Depuis des mois, la situation était inconstitutionnelle. Le délai pour former le nouveau gouvernement est de 60 jours après les élections. Le gouvernement en place peut bien continuer de gouverner et d'expédier les affaires courantes; mais seulement à titre d'exception liée aux circonstances. La situation ne pouvait se prolonger indéfiniment.

On s'est servi d'une disposition qui se voulait d'ouverture (l'exigence de la majorité des deux-tiers) pour créer une situation de blocage et empêcher le jeu normal des institutions. Utiliser ce moyen pour se débarrasser d'Hun Sen, c'est de la lutte politique, mais juridiquement nous sommes à la limite de la correction constitutionnelle car cela revient à méconnaître le résultat des élections, la volonté populaire, la démocratie;

Il y avait "état de nécessité"

Tout ce qui a été fait, et notamment le vote de la loi additive, est régulier et justifié par les exigences de l'Etat de nécessité (nécessité fait loi !). Où trouve-t-on dans le monde une situation comparable: une assemblée démocratiquement élue mais qui ne peut rien faire, un pouvoir législatif aussi durablement paralysé ?

La situation idéale eût été, certes, que l'on puisse faire jouer les mécanismes normaux. Comme on ne le pouvait pas, on a cherché une autre formule.

Cambodge Nouveau
ne le copiez pas,
citez-le !

C'est là que les hommes politiques, de façon ouverte, et les experts de façon discrète ou qui aurait dû l'être, comme des mercenaires qu'ils sont, ont essayé de se montrer imaginatifs. L'état de nécessité où l'on se trouvait justifiait l'appel à des solutions adaptées.

Le droit n'est pas fait pour dresser des barrières, des obstacles, des interdictions, mais pour aider, pour répondre aux exigences des situations de la vie.

Le texte de la loi additive a été longuement débattu et étudié, virgule par virgule, par les instances politiques, hors présence des experts. L'idée initiale avait été lancée il y a six mois, mais tant qu'il n'y avait pas d'accord politique entre deux partis susceptibles d'atteindre la majorité des deux tiers elle était sans grand intérêt. A partir du moment où il y a eu accord entre le PPC et le Funcinpec, elle devenait utile.

En désignant Hun Sen comme Premier ministre, le matin du 14 juillet, dans le cadre du nouveau mécanisme instauré par la loi additive, le Roi l'a ratifiée, lui a donné sa bénédiction constitutionnelle et l'a rendue intangible.

La majorité des deux-tiers a une forte raison d'être

La responsabilité dans toute cette affaire, c'est la majorité des deux-tiers.

Elle n'est pas le produit d'une fantaisie ou d'une maladresse. Elle a une raison d'être profonde: empêcher les excès du parti unique, dominant. Elle établit une obligation d'ouverture et de dialogue. Elle prolonge l'esprit de rencontre des Accords de Paris. Elle est difficile dans son application, mais fondamentale si on ne la détourne pas de son but.

Faut-il la supprimer ? Il ne m'appartient pas de me prononcer. C'est aux Cambodgiens d'en discuter, entre eux, et pas avec des experts, entre Khmers ! C'est une disposition de portée politique capitale.

Aider à faire démarrer la machine gouvernementale n'a rien de scandaleux !

Je m'incline avec respect devant les scrupules et les hésitations de Sa majesté, garant de la Constitution. Je comprends très bien la logique politique du parti Sam Rainsy, dont le programme au demeurant me paraît intéressant. Mais crier à l'inconstitutionnalité ne relève pas de la controverse juridique.

En contribuant à relancer l'appareil étatique, conformément aux résultats des dernières élections, et selon le vœu du Roi, les experts – ils sont plusieurs à ma connaissance – n'ont pas eu l'impression de commettre une faute contre l'honneur, ou une immixtion scandaleuse dans une affaire qui ne les regardait pas.

PHNOM PENH 2020

Eric HUYBRECHTS

Architecte-urbaniste, Conseiller du Gouverneur de Phnom Penh



La Municipalité de Phnom Penh, avec l'appui de la coopération française (FSP «Assistance à la maîtrise d'ouvrage en gestion et développement urbain au Cambodge») prépare le nouveau schéma directeur d'urbanisme, à la demande du Gouvernement royal.

Le seul schéma directeur adopté sur Phnom Penh date de 1950. Il a fourni le cadre planifié pour les grands projets de développement de la ville entre l'Indépendance et la guerre : Stade olympique, Université Royale de Phnom Penh, Borey Keyla, lotissements à l'ouest et au sud du Stade olympique, lotissement de Toul Kok. Ce schéma appliqué avec rigueur et efficacité par les autorités cambodgiennes a été dépassé dans les années soixante par l'extraordinaire croissance démographique de la ville imposée par un contexte politique régional en crise.

Depuis 1969, plusieurs tentatives d'élaboration d'un nouveau schéma directeur d'urbanisme ont été esquissées, mais aucune n'a abouti à cause du cadre institutionnel instable ou du manque de compétences mobilisables au sein des administrations.

Aujourd'hui, les conditions sont réunies pour définir et mettre en place l'encadrement territorial du développement économique et social. L'adoption du schéma directeur d'urbanisme permettra de donner plus de cohérence dans les aménagements urbains, de mieux prendre en compte l'évolution rapide de l'urbanisation et donner une vision structurée de l'avenir destiné à faciliter l'investissement public et privé.

DOUBLEMENT DE LA POPULATION D'ICI 2020

En 2003, la Municipalité de Phnom Penh comptait 1.042.000 personnes enregistrées au niveau des 76 sangkats (communes). Il s'agit de la population citoyenne phnompenhoise à part entière qui dispose du « certificat de résidence ». Cependant, une part importante des squatters et des ouvriers n'est pas enregistrée et ne dispose pas des droits liés à la résidence.

La projection démographique tirée de la tendance observée du dernier recensement de l'Institut National de la Statistique fait apparaître une population plus importante. On distingue :

- la **Municipalité** : délimitation administrative qui regroupe des urbains et des ruraux ;

- l'**agglomération** : ensemble des sangkats contiguës de plus de 2.000 habitants, d'une densité supérieure à 2 habitants par hectare et dont plus de 50% des chefs de famille n'ont pas l'agriculture comme secteur d'activité principal ;

- la **métropole** : population de l'agglomération et celle des familles liées aux migrations pendulaires (quotidiennes) vers l'agglomération. Cela représentait environ 20% de la population de l'agglomération en 1999.

Population

chiffres arrondis au millier

	1998	2005	2010	2015	2020
Municipalité	1.000.000	1.387.000	1.656.000	1.932.000	2.200.000
Agglomération	1.078.000	1.496.000	1.825.000	2.188.000	2.578.000
Métropole	1.300.000	1.796.000	2.190.000	2.626.000	3.094.000

PAS DE BOULEVERSEMENT DANS L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

La projection démographique 2020 de l'Institut National de la Statistique ne présente pas de bouleversement notable du territoire. La région de la Plaine qui regroupe les provinces du Sud-Est du pays accueille aujourd'hui 51% de la population du Cambodge. Son poids va diminuer à 48,4% en 2020. Phnom Penh est le principal **pôle de services des six millions d'habitants** qui résident à moins de cent kilomètres à vol d'oiseau de la capitale. Elle trouve des relais dans les villes secondaires de moins de 50.000 habitants (Tbon Kanoun, Kompong Cham, Oudong, Kompong Spueu, Takeo, Svay Rieng, Prey Veng). **Cette population va presque doubler dans les vingt prochaines années pour atteindre onze millions d'habitants.** L'amélioration des réseaux de communication renforcera la fonction de services de Phnom Penh pour cette zone.

Phnom Penh représente 9% de la population du Cambodge, comme dans les années soixante. Le poids de la ville primatale est beaucoup moins fort qu'en Thaïlande où Bangkok représente plus de 15% de la population, ou Kuala Lumpur avec 20% de la population de la Malaisie. En 2020, Phnom Penh accueillera 11% de la population nationale.

(suite page 8)

des SOLUTIONS SUR MESURE

A tout moment, du conseil à la conception, de la réalisation à l'entretien, les ingénieurs et techniciens de Comin Khmere assurent dans les meilleurs délais un service sur mesure.

Des installations mécaniques et électriques gérées avec un professionnalisme ayant fait ses preuves et en qui vous pouvez avoir confiance : une garantie qui a fait notre notoriété.

Comin Khmere, la première entreprise d'ingénierie au Cambodge.

tel: (+855 23) 426 056 cksales@comin.com.kh www.cominkhmere.com



**comin
khmere**

électricité • climatisation • eau

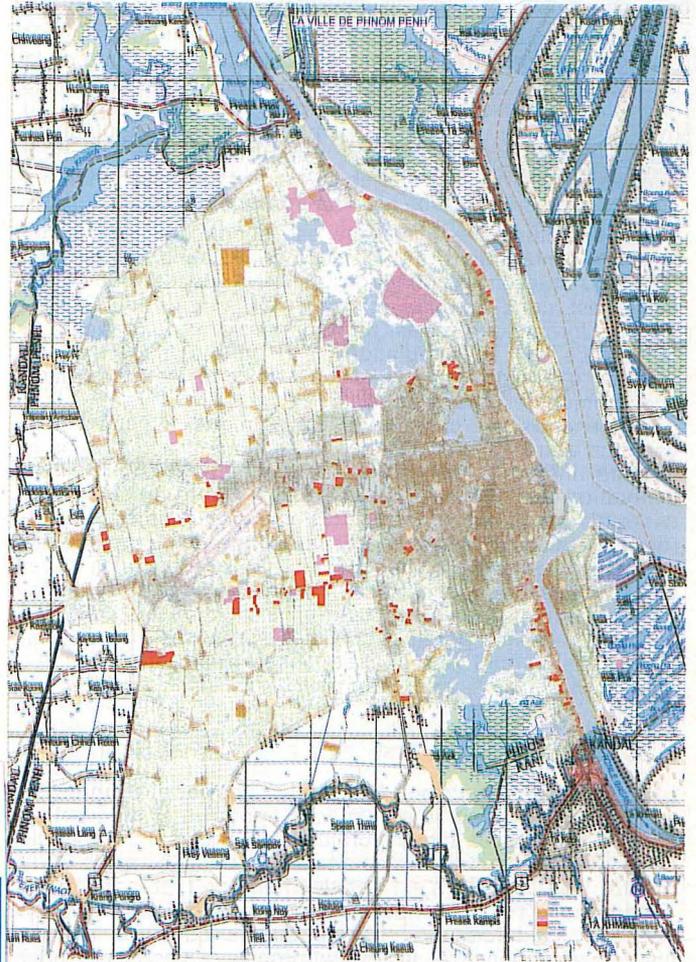
PHNOM PENH 2020

privé, le nœud des échanges (75% des flux de transport). L'investissement de l'Etat et des bailleurs de fonds internationaux pour les équipements et les infrastructures de la ville ont représenté environ 540 MUSD en dix ans soit moins de 10% de l'aide publique au développement au Cambodge, ce qui correspond à son poids de population. L'investissement privé recensé par le CDC y a été de plus de 1,5 Mds USD dans la même période, chiffre qui doit être multiplié par trois si on prend en compte les petits investissements privés. **L'investissement en infrastructures sur Phnom Penh y est particulièrement rentable puisqu'il s'est traduit par sept fois plus d'investissements privés.**

Dans ce contexte porteur et devant la difficulté que représente la gestion urbaine d'une métropole qui s'étend sur deux provinces, se pose la question du territoire de la planification. Faut-il étendre le territoire municipal, qui ne représente que 375 km² soit 0,2% du territoire national, pour renforcer la solidarité avec les communes les plus proches et assumer les services urbains ? Phnom Penh doit-elle disposer de plus d'autonomie de gestion et de décision en s'appuyant sur des ressources propres qu'elle pourrait trouver sur son territoire afin de dégager l'Etat de la nécessité d'y financer les infrastructures ? A titre de comparaison, Hanoi avec 2,4 million d'habitants dispose d'un territoire trois fois plus grand et d'une plus grande autonomie.

UNE INTEGRATION ECONOMIQUE ET SOCIALE FRAGILE ET INCOMPLETE

Le solde naturel est de 2,54% par an et le solde migratoire de 1,6%/an. **Phnom Penh croît actuellement de près de 50.000 personnes par an, dont 15.000 à 20.000**



Légende: *rouge*: industries de plus de 50 employés – *orange*: 21 sites de relocalisation de squatters – *rose*: grands lotissements – *gris*: agglomération Phnom Penh – *bleu*: village – *jaune*: pagode.

Phnom Penh croît de près de 50 000 personnes par an. Il faut créer environ 7000 logements et au moins 27 000 emplois par an. L'essentiel de la croissance se fera en banlieue.

immigrants très pauvres provenant surtout de la région de la Plaine, soit 20% des migrations interrégionales. Ces immigrants sont chassés de la campagne, faute de terres disponibles, plutôt qu'attirés par la ville et ses opportunités d'emplois plus diversifiées.

L'Institut National de la Statistique considère que ce rythme de migrations interrégionales se maintiendra. Il implique de **créer environ 7.000 logements et 27.000 emplois chaque année**. Il est possible que ce rythme s'accroisse si les politiques en faveur du monde rural ne portent pas leurs fruits. Il pourrait aussi y avoir une accélération de ces migrations en cas de décollage de la croissance économique à Phnom Penh, pour répondre aux besoins de main d'oeuvres.

Actuellement, le marché du logement formel crée environ 4.500 logements et en détruit plus de 500, soit un solde de 4.000 logements formels (en dur et faisant l'objet d'un permis de construire) par an. **Le marché informel du logement s'accroît donc d'environ 3.000 logements par an**. Les politiques de réduction des bidonvilles (relocalisation, concessions sociales, land sharing, réhabilitation de 100 bidonvilles par an) n'ont jusqu'à présent pas été en mesure de suivre le rythme de croissance des bidonvilles.

Pour y faire face, il est nécessaire de rendre plus fluide le

(suite page 10)



des idées à 360°

www.sdvasia.com

Air, Mer, Route Transport
Dédouanement
Projet Industriel, Entreposage
Groupage hebdomadaire
Service Porte à Porte, Déménagements Internationaux

SDV Cambodge Ltd.

22 rue 240, Phnom Penh, Cambodge
Tél: +855 23 427 955 Hp: +855 12 812 877 Email: pnh.ops@sdv.com
SDV Logistique Internationale - 500 bureaux sur 5 Continents
Groupe Bolloré

PHNOM PENH 2020

marché immobilier par une meilleure concertation entre les acteurs du secteur, de mettre en place des politiques de prêt au logement pour solvabiliser une part plus importante de la population, de développer le marché locatif et de limiter les destructions du stock existant pour faciliter l'accès au marché formel à une part plus importante de la population. Une politique d'aide à la réhabilitation de l'habitat permettrait de mieux protéger ce stock (170.000 bâtiments en dur) et de diversifier le marché immobilier.

Le développement économique est le principal facteur qui facilitera l'intégration de la population dans le marché formel. Actuellement, environ un tiers de la population active est dans l'emploi informel. Créer plus de 27.000 emplois formels par an est un minimum pour faire face à la croissance de la population. Un rythme supérieur de création d'emplois formels est la condition de l'intégration économique de la population.

Les scénarios de croissance économique indiquent une variation entre 15% et 65% de la population active dans le marché informel de l'emploi selon que Phnom Penh connaîtra une récession économique, une mutation, un essoufflement ou un décollage de son activité (diversification industrielle et développement rapide des services). Les choix qui seront faits pour favoriser le développement économique (sécurisation des investissements, développement des infrastructures, réduction du coût des services urbains, amélioration des capacités logistiques, formations) auront des conséquences importantes sur les conditions sociales, y compris pour l'habitat.

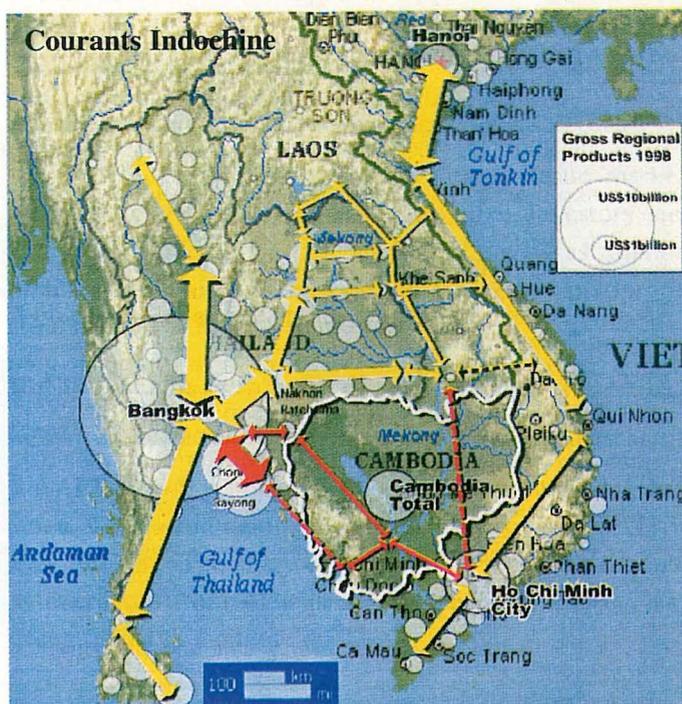
PRIORITE SUR L'AMENAGEMENT DES BANLIEUES

L'urbanisation occupe 19,3% de l'espace municipal, contre plus de la moitié en espaces agricoles et un quart en surface de lacs et zones humides. La croissance spatiale observée à partir des photos aériennes de 1993 et de 2002 montre que la ville s'est relativement peu étendue dans cette période (+ 1.850 hectares) presque exclusivement en banlieue. Toutefois, on observe depuis quelques années une accélération de la consommation d'espaces pour l'urbanisation, que l'on peut lier à deux facteurs :

- l'extension des services urbains (eau potable, voirie et électricité) dans les banlieues, jusqu'au-delà de l'aéroport ;
- une mobilisation plus importante des capitaux cambodgiens depuis 2002 : doublement du nombre de compartiments dans les petits projets et implantation de grandes opérations en banlieue.

Le centre ville est saturé aujourd'hui. Il y a très peu de grands terrains libres et la voirie est trop faiblement dimensionnée pour accueillir de densités beaucoup plus fortes. La densité des espaces habités (non compris les équipements et voiries) atteint une densité moyenne de 318 habitants/hectare dans les quatre khan centraux, contre 131 habitants/hectare dans les khan périphériques. La ville monte, remplaçant les villas par des compartiments et s'étend dans la densité. On ne connaît aujourd'hui que les prémices des problèmes de trafic à venir. Le choix de mettre la priorité sur l'aménagement de la banlieue devient crucial pour limiter les problèmes qu'ont connu Bangkok, Kuala Lumpur, Hanoi ou Ho Chi Minh Ville. C'est aussi la condition pour préserver la qualité du centre de la capitale (parcs, patrimoine architectural, aménagement des berges et des boeng, places publiques...).

L'essentiel de la croissance se fera en banlieue. Sur le million d'habitants supplémentaires près de 900.000 seront localisés dans les trois districts périphériques et 100.000 dans les quatre khan centraux. L'aménagement des banlieues constitue dès à présent le principal enjeu du développement urbain de Phnom Penh. Les extensions nécessaires à l'urbanisation varient de 4.000 à 7.000 hectares selon le type de croissance économique et les besoins sociaux et en équipements qui lui seront liés. En effet, le développement industriel est par nature extensif, tandis que celui des services se localise de préférence en zone centrale. Il faudra donc différencier les aménagements



Phnom penh en 2020 pourrait avoir un niveau de population et de richesse équivalent à celui de Hanoi aujourd'hui.

selon leur localisation pour accompagner le développement. Le centre ville, les berges du fleuve et le pourtour des lacs (boeng Kak, boeng Pumpiey...) bénéficiera des aménagements de grande qualité participant à l'image que le Cambodge veut donner de sa capitale, tandis que la banlieue ouest et sud devra être organisée selon les principes d'efficacité économique lié à l'activité industrielle et l'habitat qui lui est associé.

Les scénarios de développement économique et démographique laissent penser que Phnom Penh en 2020 aura un niveau de population et de richesse équivalent à celui d'Hanoi aujourd'hui.

Si cette comparaison a du sens, Phnom Penh entrerait dans un processus similaire de structuration de son développement territorial qui connaîtra des incertitudes et des remises en cause. Le schéma directeur d'urbanisme est le document qui définit la stratégie de développement. Il sera complété ensuite par des documents réglementaires et des grands projets opérationnels bancables et qui intéressent les principaux bailleurs internationaux. La différence principale entre les deux villes est liée à la période dans laquelle va se dérouler le processus et au contexte ici plus libéral et moins structuré sur le plan institutionnel. Le chemin à parcourir peut apparaître comme inverse. En fait il tend plutôt vers la même forme de développement, celui de la métropolisation qui est l'expression territoriale et hiérarchisée de la mondialisation. L'intégration régionale et à l'OMC y aura probablement des effets similaires à ceux rencontrés dans les autres métropoles régionales. Cela se traduira naturellement par des formes urbaines rencontrées ailleurs : villas, compartiments, tours, golfs, condominiums, lotissements gardés, bidonvilles, grands équipements, centres commerciaux, hypermarchés, waterparks... L'enjeu n'est pas de contrer ces évolutions, mais de les accompagner en créant les conditions pour créer une ville réussie qui compose avec ces éléments.

L'adoption du schéma directeur d'urbanisme de Phnom Penh sera l'expression de la volonté du Gouvernement royal de contrôler et dynamiser le développement de la capitale.



LIVRES

L' Origine de la civilisation et de la religiosité khmères

par Michel Tranet

L'origine des Khmers remonte à la nuit des temps, c'est une notion unanimement admise.

Evidemment, cette notion vague ne suffit pas aux esprits curieux. Cette "nuit des temps", c'est un mystère, qui attire tout naturellement les chercheurs. Comment reconstituer la genèse de la civilisation khmère ?

Il existe pour les chercheurs une évidence: *le Khmer est un autochtone indouïsé*. Mais encore ? On est là dans des vastitudes bien obscures où l'on avance avec circonspection. Michel Tranet en a fait son sujet de thèse, et c'est avec raison que, pour la première fois, on l'imprime, avec une abondante bibliographie et une très abondante illustration.

L'homme khmer est le plus ancien occupant du territoire indochinois. George Coedès l'avait dit, le Khmer "est un Phnong hindouïsé" (les Phnong, ou Moï, étant les populations montagnardes d'origine), et Michel Tranet en est d'accord.

Ainsi l'implantation des Mòns-Khmers en Indochine est bien plus ancienne que celle des Vietnamiens et des Thaïs-Lao, venus de Chine méridionale vers le XIIIème siècle, par le Mékong et le Ménam, avec des étapes bien étudiées et datables.

L'apport de Michel Tranet: il démontre, s'appuyant sur les travaux de quantité de chercheurs, "la filiation directe entre les hommes de la préhistoire, les Phnong et Moïs non hindouïses (les "proto-Khmers"), et les Khmers hindouïses".

Avant l'histoire écrite, la culture khmère se confondait avec celle des Moïs. "C'est par le processus d'acculturation que le khmer s'est démarqué culturellement du Phnong pour s'ériger en royaume ou en empire connu sous le nom de Founan".

C'est établir une nette distinction entre Khmers "autochtones" et mongoloïdes plus tardivement venus du nord, l'auteur y insiste. Il s'oppose ainsi à certains chercheurs chinois. C'est établir aussi que les Khmers ne sont pas originaires de l'Inde. Dans les temps les plus reculés, ils appartenaient au contraire au monde indonésien, ou plutôt "austro-asiatique". Il a existé "une étroite relation ethnique et culturelle entre le Vietnam pré-vietnamien, le Cambodge, la Birmanie, le Laos, la Malaisie et l'Indonésie".

Les données archéologiques, anthropologiques préhistoriques, complétées par l'ethnographie comparée des

groupes de montagnards "ethniquement différents mais racialement identiques" que nous possédons constituent une preuve indéniable, une vérité historique (...) la dichotomie raciale entre proto-Khmers, Khmers et Mongoloïdes.

A cette preuve indéniable s'ajoutent maintenant les données hémato-logiques: la présence d'hémoglobine E chez les Khmers (ceux des montagnes et ceux des plaines), absente chez les autres. La présence d'hémoglobine E coïncide très bien avec les frontières de l'ancien empire khmer.

Bref on peut établir l'existence en Indochine d'un "chainon de cultures khmères ininterrompues, depuis le paléolithique inférieur aux temps néolithiques et jusqu'aux temps modernes". Les tribus aborigènes moïs sont aujourd'hui "une véritable survivance de la préhistoire et de l'âge néolithiques".

La seconde partie du livre est consacrée aux religions pré-historiques, au "substrat religieux pré-indien".

"Dès le néolithique un système de pensée étonnamment élaboré avait déjà pris racine dans l'Indochine. C'est pendant cette période caractérisée par la découverte de l'agriculture, la domestication des animaux, et l'apparition d'un art funéraire qu'un ensemble de conceptions eschatologiques s'est formé".

L'auteur s'oppose ainsi à l'idée qu'avant les apports culturels indiens les peuples autochtones de l'Indochine avaient "manqué d'esprit créateur". Il rappelle Levi Strauss: "Il n'y a pas de peuples enfants; tous sont adultes ...".

La révolution néolithique a joué un rôle fondamental: elle s'est traduite par une occupation progressive de la région, notamment les basses terres du delta du Mékong. Cette conquête de la terre arable "est à l'origine même de la naissance de la nation khmère, sous forme de communautés villageoises ayant entre elles un lien de parenté, culturelle et surtout spirituelle". Les Neak Ta, les ancêtres-génies du sol, dont le culte survit plus ou moins, auraient leur origine dans cette conquête du sol et la pratique de la métallurgie. Leur origine implique une conception très ancienne du monde, "le culte mégalithique, le culte solaire et le culte phallique".

Cette période des débuts de la culture des végétaux est celle aussi où s'établit la conception dualiste de l'univers: Mère/Père, Terre/Ciel, Femelle/Mâle ...

L'origine de la Civilisation et de la Religiosité khmères, Michel Tranet, 358 p. (76 de photos, 16 cartes), 1981.



CAMBODGE
NOUVEAU
le journal
des
idéologues
votre
meilleur
investissement



Publié par la SERIC
Directeur - rédacteur en chef
Alain Gascuel
Photos Art Studio, etc ...
Impression CIC Centre
Informatique du Cambodge
58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

tel 023 214 610 mobile 012 803 410
E-mail cn@forum.org.kh

Mekong Libris

Votre
Librairie Française
au cœur de
Phnom Penh !

Place de la Poste Centrale, Phnom Penh

Email: librairie@mekonglibris.com.kh Tél: 023 722 731 / 012 804 751



MEDIAS

Factions au sein du PPC ?

La "faction Chea Sim-Say Chhum", à l'intérieur du PPC, aurait voulu la moitié des postes revenant au PPC, dont certains postes ministériels précis comme le ministère du Commerce. Hun Sen a refusé, proposant 40%, et le partage des responsabilités locales seulement. Mais comme la faction Chea Sim-Say Chhum menaçait de boycotter le vote à l'Assemblée nationale, ce qui aurait fait échouer la formation du gouvernement, Hun Sen a accepté le partage 50-50, mais d'abord pour les postes de secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat seulement, ensuite, sous la menace du boycott, des postes ministériels aussi. [d'après *Samleng Yuvachun Khmer* 8.7, trad. *The Mirror*]

[*Samleng Yuvachun Khmer est un journal Sam Rainsiste. Le PSR laisse souvent entendre qu'il existe au sein du PPC une fracture, que la "faction Chea Sim" partage sur certains points les vues du PSR, et il a pu espérer que la question de la loi additive serait l'occasion pour cette faction de se démarquer de la "faction Hun Sen". Selon cette interprétation, le vote bloqué était destiné à contrôler que personne au PPC ne se risquerait à voter contre la loi additive. Le PPC a toujours reconnu que les discussions parmi les membres dirigeants du parti étaient parfois vives, mais il a toujours nié l'existence de "factions". ndlr*

Hélicoptère

"Des officiels du Funcinpec ont dit à *Samleng Yuvachun Khmer* que les deux hélicoptères qui viennent d'arriver sont des cadeaux faits au prince Ranariddh après qu'il ait normalisé la situation politique en acceptant de rester le partenaire du PPC dans une nouvelle coalition. Les gens d'une façon générale n'ont pas encore accusé le prince Ranariddh de s'être vendu au PPC. Ils disent que si le prince a un nouvel hélicoptère pour ses loisirs, cela signifie que le prince va suivre la même voie qu'auparavant qui ne le mènera nulle part mais seulement à creuser sa propre tombe, par seul attirance pour l'argent et les biens matériels. Pourtant jusqu'à présent on ne

considère pas qu'il a trahi ni qu'il s'est vendu. On se souvient de la déclaration que le prince a faite quand il est revenu de France, qu'il ne permettrait pas que l'Histoire blâme sa conduite. Qu'il resterait avec M. Sam Rainsy dans toutes les circonstances. S'il rejoint le PPC pour former avec lui un nouveau gouvernement, en abandonnant le parti Sam Rainsy, le Funcinpec, qui a déjà presque disparu, disparaîtra complètement en 2008. [d'après *Samleng Yuvachun Khmer* 29.6., trad. *The Mirror*].

L'hélicoptère qui a été rendu au prince Ranariddh lui avait été donné en 1993. Il lui avait été confisqué pendant les événements des 5-6 juillet 1997. Hun Sen a pris en mai la décision de le lui rendre, après les discussions entre les deux leaders sur la formation d'un nouveau gouvernement. Le transfert a été approuvé par le Conseil des ministres. [d'après *Koh Santepheap* 13.7., trad. *The Mirror*].

Casinos

Parmi 15 pays asiatiques, c'est le Cambodge qui a donné le plus de licences d'exploitation de casinos: 23, et des casinos illégaux. Macau en a 13 de niveau international. Le Laos en a un, la Birmanie 5; la Corée du nord un; les Philippines 16, tous contrôlés par l'Etat; la Corée du Sud 13; le Vietnam 1. Plusieurs pays Taiwan, la Thaïlande, Singapour, l'Indonésie, le Japon n'accordent pas de licence, mais autorisent les paris dans une certaine mesure, et envisagent de donner des licences. [d'après *Rasmei Kampuchea* 29.6, trad. *The Mirror*]

Contre la piraterie

Pour la première fois des manœuvres conjointes ont été réalisées par les marines de l'Indonésie, de Singapour et de la Malaisie. 17 navires ont patrouillé ensemble dans le détroit de Malacca le 20 juillet. Il s'agit de protéger 900 km de côtes bordant cette voie maritime par laquelle transitent 50 000 bateaux par an, et un quart du commerce mondial. Le Japon, la Chine reçoivent la quasi-totalité de leurs carburants par ce détroit. 28 attaques ont eu lieu dans ces parages en 2003. On craint une jonction

entre pirates et terroristes, et particulièrement la prise par des terroristes d'un pétrolier ou d'un navire gazier, qui représenterait une menace énorme. Une surveillance permanente s'organise, les trois marines seront en contact permanent, mais elles ne dépasseront pas les limites de leurs eaux territoriales respectives même en cas de poursuite. [d'après *Int. Herald Tribune* 21.7]

Thaïlande-Australie

Selon l'accord bi-latéral signé le 5 juillet, d'ici janvier 2005 la Thaïlande aura supprimé les taxes frappant 50 % des produits australiens qu'elle importe, l'Australie aura supprimé les taxes sur plus de 5000 produits thaïlandais, y compris fruits, légumes, véhicules. Les entreprises australiennes pourront aussi détenir plus de 49,9 % d'une entreprise thaïlandaise dans quantité de secteurs. L'Australie veut augmenter sa pénétration en Asie du sud-est, et la Thaïlande souhaite moderniser son économie, augmenter la valeur ajoutée de ses produits. Les échanges bi-latéraux ont atteint 4,2 milliards de dollars en 2003. [d'après *Far Eastern Economic Review* 15.7].

ASEAN - Australie et Nouvelle Zélande

Il y a rapprochement, depuis le retrait de Mohammed Mahathir qui avait toujours considéré l'Australie et la Nouvelle Zélande comme non-asiatiques. Les ministres de l'Economie de l'ASEAN ont fin avril invité les deux pays à entamer des négociations en vue d'accords de libre-échange. Les deux pays sont courtisés pour leurs compétences et leurs technologies de pointe, qui peuvent aider les pays de l'ASEAN à exporter des produits plus élaborés vers les très grands marchés de l'Inde et de la Chine. L'objectif est une synergie. Australie et Nouvelle Zélande sont invitées à participer au prochain sommet de l'ASEAN, au Laos, en novembre prochain. [d'après *FEER* 6.5]

Très prochainement **L'INDEX 2004**
de tous les articles parus dans
Cambodge Nouveau depuis février 1994



indochine

INSURANCE

Nous sommes là pour vous aider



012 812 333

Première compagnie d'assurance du Cambodge, et première compagnie privée à recevoir sa licence, Indochine Insurance est choisie par ceux qui estiment que le service, c'est plus important que tout. Notre ligne téléphonique d'assistance directe vous est ouverte 24h/24, 365 jours par an, il suffit de l'appeler pour que notre équipe soit à vos côtés lorsque vous en avez besoin.

Contactez Indochine dès maintenant.

Automobile	Accidents du Travail
Santé, Évacuation Médicale	Hospitalisation
Tous Risques Chantiers	Assistance Auto
Incendie, Accident et Risque Divers	

Consultez régulièrement notre nouveau site web pour plus d'informations, ainsi que pour les "insurance news"

www.indochine.com.kh



No Problem Insurance Park, 55, Rue 178, Phnom Penh Tel: (855 23) 210 701, 210 761 Fax: (855 23) 210 501 Email: insurance@indochine.com.kh Web site: www.indochine.com.kh